

Soixante six

Le Magazine d'information de la Fédération des Pyrénées Orientales



V O T E

les élections internes du 13 octobre 2018

Édito



Madame, Monsieur,

Dans quelques jours vous allez pouvoir renouveler les instances départementales de votre fédération. Ce moment de démocratie interne vous permettra de choisir les cadres qui dirigeront votre fédération pour préparer les échéances locales particulièrement.

Après bientôt trois années à la tête de nos fédérations, j'ai décidé de ne pas me représenter pour mener une vraie liste de droite lors des élections municipales à Saint Laurent de la Salanque.

En me consacrant à cette échéance, je confie la fédération à Christine GAVALDA MOULENAT et je compte sur vous pour lui apporter votre soutien lors de ce scrutin. Je vous renouvelle encore une fois mes plus sincères remerciements pour m'avoir confié la tête de la fédération avec plus de 76% des voix en 2016.

Aujourd'hui une nouvelle étape s'ouvre pour notre parti, préparer les municipales !

C'est un enjeu important et je vais y jouer un rôle sur ma commune. D'autres le feront également et ensemble nous parviendrons à offrir à la droite de belles victoires sur des programmes claires en assumant clairement nos convictions.

Je compte sur vous,

Bien à vous,

François LIETTA

**Président Les Républicains
des Pyrénées-Orientales**

*Avec toute mon amitié,
F Lietta*

UNE RENTRÉE RÉUSSIE POUR LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE





Pour la première fois, la fédération départementale du parti Les Républicains (LR'66) avait choisi d'organiser une rentrée politique à l'occasion de la rentrée scolaire.

Les militants, cadres et élus étaient réunis le 7 septembre dernier, à Canet-en-Roussillon, pour cette première édition. Et on ne peut que constater le succès de cette manifestation avec 450 personnes présentes pour l'occasion. Parmi les personnalités du mouvement, Jean SOL – sénateur des P-O, Bernard DUPONT – conseiller régional et maire de Canet-en-Roussillon, Armande BARRERE – conseillère départementale, Jean-Marc PUJOL – maire de Perpignan et président de PMM – Armelle REVEL FOURCADE – maire de Le Soler, Gilles FOXONET – maire de Baixas, Paul BLANC – maire de Sournia, ancien sénateur.

A quelques semaines du renouvellement des instances départe-

mentales, le président de la fédération François LIETTA a informé les militants qu'il ne briguerait pas un second mandat à la tête du parti. Élu à la présidence du comité départemental depuis janvier 2016, il avait été auparavant le responsable des jeunes pendant 7 ans et il a confirmé qu'il mènera « une vraie liste de droite pour les élections municipales à Saint-Laurent-de-



la-Salanque ».

Soucieux de transmettre, il a apporté publiquement son soutien à l'adjointe de Perpignan, Christine GAVALDA MOULENAT en lui remettant également son parrainage pour lui permettre d'être candidate. Christine GAVALDA MOULENAT a jusqu'au 24 septembre pour recueillir les parrainages auprès des adhérents pour pouvoir se présenter à l'élection prévue les 13 et 14 octobre 2018. Invité de cette soirée, le député européen et premier-adjoint au maire de Nîmes – Franck PROUST est venu porter sa vision de l'Europe et présenter les grands axes de son action depuis son arrivée au Parlement Européen en 2011. A l'issue de son intervention, il a répondu aux questions du public et a dédié son livre « L'Europe, l'apprendre ou la laisser ».

Très belle mobilisation pour le parti à quelques semaines du scrutin interne et à quelques mois des élections européennes.

FACE À L'AGRESSION DE SAPEURS POMPIERS, UNE SEULE RÉPONSE : LA FERMETÉ



à Nice, des pompiers pris à partie n'avaient pas pu sauver une femme qui est décédée. Récemment près de Paris, un pompier est mort poignardé.

Cette violence, sur fond de sentiment absolu d'impunité, est intolérable. La politique pénale à l'égard des auteurs doit être l'opposée de celle menée par Mme BELLOUBET qui poursuit celle de Mme TAUBIRA.

Ne soyons pas dupes de la volonté de certains de repousser l'ordre, les services publics de hors des quartiers. Mais, la République ne reculera pas en abandonnant les habitants à une zone de non-droit.

Trois interventions dans le même quartier de Perpignan auraient pu finir en drame pour les Sapeurs-Pompiers qui ont

du subir des jets de pierres. Les Sapeurs Pompiers luttent contre le feu, portent secours et sauvent des vies. Dernièrement

RETOUR EN IMAGES SUR LE REPAS DE LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION



EN MARCHE S'ACHARNE SUR LES RETRAITÉS



revalorisation quasi-nulle de 0,3% en 2019 et 2020. Depuis plus de 40 ans, la règle de l'indexation des retraites sur l'inflation permettait de ne pas baisser le pouvoir d'achat des retraités. Cette désindexation à partir du 1er janvier 2019 va se solder par une perte de pouvoir d'achat massive pour les retraités.

Un couple de retraités (quel que soit leur âge) touchant chacun 1 100 € de pension par mois, perd 480 € de pouvoir d'achat avec la hausse de CSG et perdra plus de 330 € à cause de la désindexation, soit un total de 820 € en 2019.

La pension moyenne des retraités est de 1 361 € net en 2016. Dès lors, la perte moyenne de pouvoir d'achat est de 300 € par an à cause de la hausse de CSG et de 200 € à cause de la désindexation des retraites, soit un total de 500 € en 2019.

Si le gouvernement persiste dans cette voie, le pouvoir d'achat des retraités continuera de s'effondrer d'année en année. En 2020, la perte totale sera de 700 € par retraité en moyenne.

Après la hausse de CSG de 25% qui leur a été imposée le 1er janvier 2018, les retraités verront leur pouvoir d'achat à nouveau amputé avec la non-indexation des pensions sur l'inflation qui entrera en vigueur au 1er janvier 2019.

Alors qu'Emmanuel Macron s'était engagé à ne « demander un effort » qu'aux retraités « les plus aisés » (interview au Point d'août 2017), de nombreux retraités ont découvert le 1er janvier de cette année qu'ils subissaient une hausse de CSG de 25%. C'est le cas par exemple d'un couple de jeunes retraités touchant chacun 1 000 € de pension par mois et qui a subi cette année une perte de pouvoir d'achat de 444 € par la hausse de CSG.

Incapable de baisser la dépense publique qui augmente cette année au même rythme que sous François Hollande, le gouvernement a annoncé un nouveau

coup de massue sur le pouvoir d'achat des retraités. Seuls les retraités au minimum vieillesse (16% d'entre eux en 2016) sont épargnés. Pour tous les retraités au-dessus de ce niveau de pension (soit plus des trois quarts d'entre eux), leur pension ne sera plus revalorisée autant que la hausse des prix.

Edouard Philippe a annoncé une



LAURENT WAUQUIEZ MET EDOUARD PHILIPPE AU PIED DU MUR SUR L'IMMIGRATION



Laurent Wauquiez débattait hier soir face à Edouard Philippe dans l'Emission politique de France 2.

Laurent Wauquiez est parti d'un constat simple : le niveau d'immigration que connaît la France est trop élevé pour nos capacités d'intégration. Il a évoqué « les problématiques de ghettoïsation, les problématiques de communautarisme, la pression de l'intégrisme sur les valeurs de la République et aussi les difficultés d'adaptation de notre système de santé ou de l'Education nationale ».

Laurent Wauquiez a posé une

question simple au Premier ministre : « le niveau d'immigration est-il trop élevé pour les capacités de la France ? » Edouard Philippe a botté en touche à trois reprises et n'a pas répondu.

L'Aquarius est l'exemple le plus flagrant des faux-semblants du gouvernement. Le président de la République ne prend pas l'Aquarius dans les ports français, mais il prend une partie des migrants de l'Aquarius dans nos villes. Le gouvernement finit ainsi le travail des passeurs et encourage cet appel d'air. Le gouvernement cherche à répartir toujours plus d'immigrés entre les pays eu-

ropéens. La question que, nous, nous posons, est : « comment l'Europe peut-elle mieux défendre ses frontières, pour que nous sortions de cette immigration de masse ? »

Nos 12 propositions pour sortir la France de l'immigration de masse :

1. ramener systématiquement dans leur lieu de départ les bateaux de migrants interceptés dans la Méditerranée ;
2. interdire à vie toute régularisation d'un étranger entré illégalement en France ;
3. mettre en place des plafonds d'immigration votés annuellement par le Parlement ;
4. restreindre l'immigration familiale en imposant des conditions strictes de ressources et d'intégration ;
5. restreindre le droit du sol à la régularité du séjour des parents ;
6. imposer des conditions de majorité et d'assimilation aux étrangers cherchant à être naturalisés ;
7. reconduire à la frontière les 300 000 clandestins ;
8. expulser tout étranger incitant à la haine de la France ;
9. restaurer la double peine ;
10. conditionner l'aide au développement au retour des sans-papiers dans leur pays d'origine ; renforcer la lutte et les sanctions contre le travail illégal ;
11. supprimer l'Aide médicale d'Etat ;
12. soumettre ces propositions aux Français par référendum pour lever les obstacles juridiques au contrôle de l'immigration.



AUX ANTILLES, LE CHEF DE L'ETAT RABAISSÉ LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE ET DÉFEND LES DÉLINQUANTS



En déplacement aux Antilles, le chef de l'Etat aura encore perdu une occasion de ne pas rabaisser la fonction présidentielle.

Il qualifie de « bêtises » les actes d'un ancien braqueur. Pour nous, ce n'est pas de la bêtise c'est de la délinquance.

Il pose avec deux hommes qui sont torse nu et l'un des hommes exécute un doigt d'honneur. Au lieu de condamner ce geste, le Président de la République défend l'auteur du geste. On marche sur la tête avec un Chef de l'Etat qui ne s'était pas ému d'un retraité dénonçant les hausses de la CSG et qui s'est retrouvé en garde à vue pour lui avoir adressé un doigt d'honneur.

Enfin Emmanuel MACRON préfère défendre l'attitude d'un délinquant que celle d'un honnête retraité. Avec Emmanuel MACRON c'est la préférence délinquance !

Alors que notre pays connaît une forte augmentation des actes de violence, le chef de l'Etat devrait être ferme et n'envoyer aucun signe de faiblesse envers les délinquants.

Emmanuel MACRON a su se montrer bien plus ferme avec un jeune chômeur en l'invitant à traverser la rue, et en reprenant un élève l'appelant par un « eh Manu ». Aux Antilles l'attitude est tout autre et les accusations de racisme de membres du gouvernement à l'égard de toute cri-

tique sur son comportement sont déconnectées de la réalité de ce que nous voulons dénoncer.

Nous ne pouvons que regretter cette attitude qui rabaisse la fonction présidentielle et envoie un signal très négatif sur l'attitude de l'Etat à l'égard de la population.



TOUT SAVOIR SUR LES ÉLECTIONS INTERNES DU 13 ET 14 OCTOBRE 2018

1 574 : le nombre d'adhérents à jour de cotisation dans les Pyrénées-Orientales qui vont pouvoir participer aux élections internes de notre parti les 13 et 14 octobre par vote électronique. Si les autres formations politiques jouaient également la transparence et la bonne foi (on ne peut pas comparer avec les mouvements où un simple clic sur Internet vaut adhésion...), nous pourrions aisément constater que notre parti compte toujours le plus grand nombre d'adhérents dans le département.

– 92 : le nombre de compagnons qui sont candidats aux différents postes à pourvoir dans la fédération dont la présidence, les délégués de circonscription, les représentants au Conseil national, et les membres du Comité départemental.

– 1 : comme une seule candidate pour le poste de présidente de la



Fédération « Les Republicains » des Pyrénées-Orientales (LR'66) en la personne de Christine GA-

VALDA-MOULENAT.

« Les élections chez « Les Républicains » représentent un moment important pour la démocratie interne de notre parti, ainsi que pour la clarification politique à droite avec l'achèvement d'une séquence entamée par la large élection du Président Laurent WAUQUIEZ en décembre dernier », souligne Olivier AMIEL, référent départemental pour ces élections internes, trésorier de LR'66, adjoint au maire de Perpignan en charge de la Rénovation Urbaine. « Nous serons ainsi en ordre de bataille pour les prochains scrutins dont les européennes de 2019, afin de proposer une alternance crédible à la politique du gouvernement ».

la liste des candidats en téléchargement [ici](#)

Pour rappel, le 1er tour aura lieu du **vendredi 12 octobre à 18h00 au samedi 13 octobre à 18h00** et le 2nd tour le dimanche 14 octobre de 00h00 à 18h00.

Comment voter

Pour accéder à la plateforme de vote, cliquez tout d'abord sur le lien correspondant à votre fédération (en bas de page) puis saisissez votre identifiant et votre n° d'adhérent.

Si vous avez perdu vos codes d'accès, vous pouvez les récupérer en cliquant sur « remplir le formulaire en ligne » depuis la plateforme de vote.

Vous pouvez dès maintenant vous connecter sur la plateforme de vote afin de prendre connaissance des candidatures officielles et, le cas échéant, des professions de foi correspondantes.

Si vous pensez rencontrer des difficultés pour voter ou si vous ne pouvez pas le faire de chez vous, la permanence sera ouverte de 8h à 18h pour les votes. Merci de vous munir de votre carte d'adhérent, de votre carte d'identité et de vos codes ou appelez le : 0468349779.

Vous pouvez également contacter la hotline mise en place par le Siège na-

tional au 01 40 76 60 00, le samedi 13 et dimanche 14 octobre 2018.

En cas de perte du numéro d'adhérent, vous pouvez le retrouver de trois façons:

- Les numéros d'adhérent ont été envoyés par SMS ou par e-mail avant le scrutin à l'ensemble des électeurs ;
- Au besoin, rapprochez-vous de votre Secrétaire départemental ou, le cas échéant, de votre Référent en charge de l'organisation du scrutin ou appelez le : 0468349779 ;
- **En dernier recours, il vous sera possible d'appeler la hotline mise en place par le Siège National au 01 40 76 60 00.**

